

# Lettre trimestrielle

## Société des amis d'Ismaïl Urbain et d'études saint-simoniennes

Association loi de 1901  
Adhésion : 23€  
Étudiant : 7€

Bibliothèque de l'Arsenal  
1, rue de Sully  
F-75004 Paris

Directeur de la publication :  
Michel Levallois.  
Secrétariat : Jacques Canton-Debat  
et Philippe Régnier.  
Abonnement gratuit pour les adhérents.  
Pour les non adhérents : 15€.

numéro 10  
juillet 2002



## Éditorial

*Première manifestation hors Paris de notre Société, ce mois de janvier, la rencontre de Lyon autour du thème « Les saint-simoniens et la révolte des canuts en 1831 » a été un succès. Ce succès est d'abord dû aux organisateurs lyonnais, Marie-Laure Aurenche, Jacques Canton-Debat et Bärbel Plötner, qui ont conçu les deux journées d'un périple complet, aussi instructif qu'agréable. Il est dû, aussi, à l'accueil de toutes celles et de tous ceux qui, à des titres divers, ont compris notre volonté de comprendre, et ont donné de leur temps sans compter pour guider nos pas à la recherche du saint-simonisme à Lyon et à Oullins. L'esprit d'association, sans doute, y fut pour beaucoup.*

*Ce précédent nous incite à rééditer la formule, en un autre endroit : nous y songeons fortement, pour le printemps 2003. Voici, en attendant, un bilan sommaire, où l'on verra que les saint-simoniens et les canuts n'ont pas fini de faire réfléchir. Deux dates sont à réserver, d'ores et déjà : le samedi 16 novembre, pour l'assemblée générale annuelle, qui sera marquée par une conférence de Marie-Laure Aurenche sur Édouard Charton, le fondateur et le directeur du fameux Magasin pittoresque ; et le samedi 25 janvier 2003, pour une journée « Les saint-simoniens et l'Algérie », qu'organisera notre président, Michel Levallois, au premier mois d'une année qui sera très officiellement, en France, « L'année de l'Algérie ». Rendez-vous, dans les deux cas, à la bibliothèque de l'Arsenal. Car tous les chemins du saint-simonisme, bien sûr, ramènent à l'Arsenal.*

*Un nouveau président est entré en fonctions à la direction de la Bibliothèque nationale de France, l'historien Jean-Noël Jeanneney, dont l'intérêt pour le XIX<sup>e</sup> siècle est de bon augure pour Ismaïl, Prosper, Barthélemy, Clorinde et tous les autres... De son côté, la Société des amis de la bibliothèque de l'Arsenal (SABA) entreprend de se doter d'un moyen d'expression comparable au nôtre. Elle annonce son intention d'accompagner l'évolution de l'Arsenal dans la durée. Faut-il le rappeler, nous entendons bien être, aux côtés des autres sociétés savantes hébergées rue de Sully, une composante active de cette évolution. Il n'est pas exagéré de dire que tel est déjà le cas, et que nos activités, nos publications, ont contribué et contribuent à réaffirmer la vocation saint-simonienne de la bibliothèque, à lui amener de nouveaux lecteurs. Lentement, mais sûrement, le travail qui s'accomplit réalise au quotidien les objectifs d'intérêt général que nous partageons désormais avec les responsables de l'Arsenal : réinstaller le saint-simonisme au cœur du bâtiment, dans le circuit des visites ; entourer les fonds de documents, d'instruments de travail, d'activités de recherche et d'animations qui les valorisent pleinement ; attirer de nouveaux et substantiels enrichissements, et sauver ainsi définitivement de la dispersion ou de l'indifférence des pans de mémoire à réinscrire dans notre histoire.*

*Le secrétaire général, Philippe Régnier*

## Sommaire

### Dossier du trimestre

Les saint-simoniens et la révolte des canuts en 1831.

### Actualités diverses

### Publications

### Les saint-simoniens et l'Algérie

Projet d'études du 25 janvier 2003

### Illustration de Une :

Buste d'enfantin par Aimé Millet, parc de la maison Chabrières, à Oullins.  
© Photographie B. Plötner



## Dossier du trimestre

### Les saint-simoniens et la révolte des canuts en 1831

*Le 26 janvier 2002, une cinquantaine de membres de la Société, venus de la France entière, se sont réunis à Lyon pour y retrouver le souvenir des « canuts », les ouvriers de l'industrie de la soie, et y découvrir le rôle que les saint-simoniens ont joué dans le déclenchement de l'insurrection d'Octobre 1831, la première du genre en France.*

*Les différentes activités de la journée se sont succédé sur le plateau de la Croix-Rousse qui, même si on n'y entend plus guère le bruit des « bistenclagues », est demeuré dans la mémoire des Lyonnais, le quartier historique des canuts.*



Les images du film de Bernard Chardère, *Autrefois les canuts*, présenté dans le cinéma de la Grande Rue de la Croix-Rousse, ont livré – en noir et blanc – une vision déjà disparue des pentes et du plateau : immeubles délabrés, cours sans lumière et montées interminables qui demeuraient encore, à la date du film en 1960, le lieu de vie de petites gens modestes et d'ouvriers en train de voir mourir l'industrie qui, pendant plusieurs siècles, avait fait la gloire du quartier. La voix off de Roger Planchon a rappelé l'histoire de l'industrie de la soie, la lutte des ouvriers contre les « Fabricants », les différents épisodes de l'insurrection d'Octobre 1831 (l'occupation de toute la ville et l'impitoyable répression). Le « chant des canuts » donne au film sa dimension tragique, et les commentaires de quelques ouvriers des usines textiles d'aujourd'hui lui apportent en conclusion un petit air de nostalgie.

L'intervention du professeur Yves Lequin a permis de nuancer la vision misérabiliste du film : à la différence du prolétariat d'autres industries au XIX<sup>e</sup> siècle, les « canuts » constituaient comme une élite du monde ouvrier : ils étaient propriétaires de leur métier à tisser et travaillaient à la maison avec leur famille et des apprentis ; de plus ils étaient capables de lire les « cartons » qu'ils devaient tisser et de gérer leur comptabilité. En ce qui concerne les événements de 1831 et de 1834, Yves Lequin a rappelé que bien d'autres révoltes avaient opposé, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, les canuts à la Fabrique et que des périodes de prospérité alternaient avec des crises écono-

miques. Quarante ans après un film déjà « daté », le spécialiste des questions économiques et sociales de Lyon nous a livré une vision distanciée de l'histoire des canuts et une connaissance plus large de la condition ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle.



Grâce à l'association « Soierie vivante », **Henri GPansu** et **Gabriel Bannelier** nous ont fait visiter deux ateliers où nous attendaient les derniers « vrais canuts », qui ont apporté un témoignage personnel sur le métier qu'ils avaient



exercé pendant soixante ans et plus : appartements-ateliers, en voie de devenir musées où trônaient d'imposants métiers, cartons dans des vitrines, tissus qui donnaient la mesure du travail accompli...



Enfin, sans oublier l'inscription qui, sur la façade de la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement, rappelle la révolte de 1831 « Vivre en travaillant, mourir en combattant », nous nous sommes arrêtés devant le « Mur des canuts », peinture murale exécutée par la Cité de la création : vaste fresque en trompe-l'œil qui représente l'habitat des pentes (dont l'atelier que nous venions de visiter) et la population vaquant à ses occupations...

Après un déjeuner rendu chaleureux par le beaujolais et l'exiguïté du petit restaurant où les cinquante convives ont dû se tenir serrés, nous nous sommes retrouvés à l'École normale d'instituteurs de la Croix-Rousse pour y débattre du rôle des saint-simoniens dans l'insurrection de 1831.



**B**ärbel Plötner a montré que les relations entre les saint-simoniens de Paris et la province étaient assurément antérieures à la révolution de 1830. Les jeunes gens ouverts aux idées nouvelles qui allaient à Paris y finir leurs études, ne tardaient pas à rencontrer les apôtres de la religion saint-simonienne ; les écrits de propagande étaient envoyés dans les différentes villes pour y semer la bonne parole, au point que certains, sans jamais quitter leur région natale, devenaient ainsi des adeptes de Saint-Simon. À Lyon, métropole industrielle, en particulier, les esprits éclairés étaient avides de progrès social et de meilleure exploitation des richesses. Même si elle est restée discrète jusqu'à l'arrivée des missionnaires en avril 1831, la présence du saint-simonisme à Lyon est attestée par la correspondance d'Enfantin avec ses relations lyonnaises, comme Camille Drut, son ancien condisciple à l'École polytechnique, et par son amitié avec l'industriel lyonnais Arlès-Dufour.

Ce n'est certainement pas un hasard que les apôtres de la « Mission du Midi » soient d'origine lyonnaise, tel Jean Reynaud, ou régionale, comme Laurent de l'Ardèche. Le succès des enseignements préparatoires et des prédications publiques des missionnaires est certain, même s'il faut relativiser l'enthousiasme des lettres des missionnaires et les chiffres publiés par *Le Globe*. Il existait alors à Lyon, un terrain propice à la propagande venue de Paris. Il est indéniable que la presse républicaine, telle *La Glaneuse* créée dans l'été 1831 et la feuille mutualiste des canuts, *l'Écho de la Fabrique*, lancée fin octobre à la suite du mouvement insurrectionnel, sont favorables à la remise en cause saint-simonienne de l'ordre social existant,

même si elle n'adopte pas toutes les critiques concernant la liberté de l'industrie.

De la prédication de Jean Reynaud sur la propriété, on a retenu la déclaration qui a fait sensation : « Quoi, toujours la misère pour ceux qui enfantent l'opulence ? Un pareil état des choses est monstrueux. » Ce propos serait à l'origine de la révolte, six mois plus tard. En fait, l'enseignement des missionnaires n'a pas suffi à provoquer l'explosion d'Octobre, et l'état du « terrain » lyonnais serait à fouiller davantage, comme le montrent les recherches en cours de B. Plötner, pour qu'on y trouve les germes de l'insurrection.



**L**ionel Latty avait rencontré la question des canuts à l'occasion de sa thèse sur Fournel. C'est ce qui lui a inspiré l'idée de proposer à la Société d'en faire l'objet de l'une de ses rencontres et l'a motivé à revenir aux sources, principalement au *Globe*, pour proposer quelques hypothèses.

Mais au préalable, il rappelle les données du problème, empruntées aux propos des acteurs et témoins, comme le préfet du Rhône Bouvier-Dumolart, le fabricant Pierre Charnier, et les historiens Eugène Baune et Jean-Baptiste Monfalcon. Pour certaines soies (les unis), la concurrence anglaise, grâce à l'emploi de machines à vapeur, avait l'avantage d'une productivité très supérieure à celle de Lyon, où on s'en tenait exclusivement aux métiers à bras. De plus, depuis la révolution de Juillet, le marché intérieur était déprimé par « les bouderies des partisans de la monarchie déchue ». Plutôt que de prendre les coûts salariaux comme variable d'adaptation, observe au passage L. Latty, peut-être les responsables (négociants et fabricants) auraient-ils dû se demander si le positionnement dans le haut de gamme était le bon choix devant l'évolution du marché. Le fait est, d'autre part, que le niveau de vie des canuts se trouvait laminé. La baisse de revenus que leur répercutaient les fabricants s'ajoutait à une augmentation de l'impôt direct pour 1831. Or ils avaient à leur charge des coûts de production élevés (loyers, chauffage, entretien des métiers). Dans plusieurs occurrences analogues (juin 1793, 1803, 1811), le remède avait déjà été cherché dans un *tarif* minimum de sous-traitance. Établi contradictoirement et signé sans contrainte, le tarif du 25 octobre n'était donc pas une nouveauté. C'est le refus opposé par 104 fabricants (sur environ 392) qui met le feu aux poudres dans le système très structuré et hiérarchisé qui fixe les rapports entre les négociants, les fabricants, les

60 000 ouvriers, et les 8 000 propriétaires de métiers. Tout n'est d'ailleurs pas clair au plan des responsabilités, car les fabricants qui, en décembre, intentèrent une action contre le préfet (accusé d'avoir forcé la négociation) finirent par y renoncer. Quant aux 9 prévenus du procès de Riom, ils furent finalement acquittés.

Mettre en œuvre le concept d'association aurait supposé une étude détaillée de la complexité et de la segmentation des différents groupes sociaux en conflit, de leurs attentes et de leurs mobiles respectifs. Puis une médiation et un arbitrage du type évoqué dans l'*Exposition de la Doctrine de Saint-Simon* (12<sup>e</sup> séance). Ce travail d'ingénieur conseil, comme on dirait aujourd'hui, n'a pas été fait. Peut-être d'ailleurs aurait-il été inopportun, dans la mesure où les canuts paraissent avoir mis en avant une revendication d'émancipation, de contre-pouvoir. *Le Globe*, au mois de janvier précédent, réclamait « un ordre des choses où l'émancipation politique du travail sous toutes les formes sera complètement réalisée, où il cessera d'être tributaire d'une oisiveté fastueuse et insolente ». Dans une certaine mesure, il aurait pu voir sous cet angle le pouvoir ouvrier installé à Lyon *de facto* du 23 au 27 novembre. De même le tarif aurait-il pu lui agréer, puisque la question d'un juste salaire, discuté à parité, est centrale dans la doctrine saint-simonienne (6<sup>e</sup> séance de l'*Exposition*).

Constatant que *Le Globe*, en novembre, ne parle plus ni d'émancipation ni d'augmentation des salaires, L. Latty se demande s'il n'y a pas reniement, appel du pied aux milieux dirigeants du régime de Louis-Philippe. Ce que confirmeraient des propos de ce genre : « Nous désirons nous rapprocher de plus en plus de la scène politique, mais nous voulons, pour cela, y être attendus et pour ainsi dire y être appelés » (*Le Globe*, 13 nov. 1831). Pour L. Latty, la notion extensive de « travailleurs » prônée par les saint-simoniens ne leur permet pas de prendre en compte l'opposition apparue à Lyon entre ouvriers et fabricants du fait de la proximité, au moins, de ces derniers avec les « oisifs » de la bourgeoisie.

Ce qui est sûr, c'est que, au pied du mur, *Le Globe* cautionne l'objection des 110 fabricants de soieries, soutenue par Arlès-Dufour, qui montent à Paris pour dénoncer le tarif auprès du gouvernement et en obtiennent effectivement l'annulation. Le numéro du 31 octobre estime que « la discussion [...] n'a pu être libre, car il y a quelque chose d'irrésistible dans la voix même très pacifique des mandataires de cent mille hommes qui deman-

dent du pain ». Quant à Arlès-Dufour, malgré sa générosité personnelle (il verse 6000 F à une souscription pour des secours aux indigents), il campe sur sa position favorable à la libre concurrence, au *laissez faire, laissez passer*. Ce n'est pas seulement une divergence sur la tactique, mais une opposition de principes diamétrale.

L. Latty, pour finir, met en cause la méthode des saint-simoniens devant l'action. Le choix d'une attitude pacifique et gradualiste ne s'accompagne pas de la recherche de solutions concrètes, de réformes intermédiaires, d'alliances politiques qui puissent les placer en position de conciliateurs. Surtout, leur refus de la démocratie les frappe d'impuissance *a priori* (« Nous réclamons pour les masses non pas des droits politiques, mais un progrès en moralité, en instruction, en bien-être », *Le Globe*, 13 juillet 1831). C'est là, dans le refus de l'engagement politique, que résiderait l'utopie. Le débat interne autour de ces questions pourrait bien expliquer le schisme survenu fin novembre 1831, justement, entre les partisans de Bazard et ceux d'Enfantin.



**Jacques Canton-Debat**, dont la thèse, *Un homme d'affaires lyonnais : Arlès-Dufour (1797-1872)*, a récemment exploité les archives de sa famille, a



montré la place privilégiée que le « soyeux » Arlès-Dufour, installé dès 1825 à la tête de la maison de soieries Dufour frères, a occupée dans l'histoire de l'industrie lyonnaise. Ce dernier, ayant connu lui-même une jeunesse difficile, a participé, en 1828, à la création de la Société d'instruction primaire du Rhône et, son zèle philanthropique étant bientôt reconnu, il est devenu, en août 1830, adjoint au maire de Lyon. À ce titre, il s'emploie, entre autres, à mettre en œuvre un projet d'organisation pour la distribution de secours. La situation économique de la classe populaire devient de plus en plus précaire, parce que l'activité de la « Fabrique » est instable. Les ouvriers constituent alors une commission chargée d'élaborer un « tarif au minimum », afin d'assurer une ressource suffisante à leurs besoins journaliers. Pour calmer l'insurrection qui tend à se développer, les fabricants et les chefs d'ateliers, sous la présidence et la pression du préfet, adoptent un tarif « librement débattu » devant entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre. La ville est en fête. La bonne volonté de chacun est indéniable, quel que soit le camp. Mais dans chacun d'eux l'unanimité est loin d'être réalisée. Et comme le tarif ne satisfera personne en définitive, l'émeute devient reine dans la rue. La paix sociale sera provisoirement rétablie.

J. Canton-Debat explique la conduite d'Arlès-Dufour : jusque-là toujours prêt à soutenir les revendications des ouvriers et profondément ému par l'aggravation de la situation sociale, le « soyeux » se déclare résolument hostile au tarif, jugé « absurde et illégal ». Pour le fervent disciple des grands théoriciens de l'économie libérale, pour celui qui sera l'instigateur forcené du futur Traité de commerce avec l'Angleterre de 1860, la loi de l'offre et de la demande doit rester la règle.



Le dimanche matin, une vingtaine de personnes, guidées par J. Canton-Debat – dont l'épouse est l'arrière petite-fille d'Arlès-Dufour – accompagnaient les autres descendants du grand industriel, les Arlès-Dufour de Saint-Jean d'Angély et les Chabrières de Marseille, à quelques kilomètres au sud de Lyon, dans la propriété d'Oullins, où Arlès-Dufour s'établit à partir de 1842. Les représentants de la municipalité attendaient les « saint-simoniens » dans la maison de campagne, située au-dessus de la vallée de l'Yzeron, où Arlès-Dufour rassemblait sa famille et honorait ses amis, Infantin et Michel Chevalier, Frédéric

Passy, Richard Cobden et le prince Napoléon.

Arlès-Dufour, nous rappela J. Canton-Debat, fit construire une cité ouvrière le long de l'Yzeron et ouvrit, à ses frais, l'école libre laïque d'Oullins en 1865 et l'école primaire supérieure libre et laïque « pour filles et garçons » saluée comme un modèle du genre et transformée par la suite en établissement technique. Dans la maison principale rachetée à la famille en 1926, la mairie d'Oullins abrite aujourd'hui des associations culturelles et les artistes de la Cité de la création, les spécialistes des « murs peints ». Dans le parc, un buste d'Infantin, exécuté par Millet à la demande d'Arlès-Dufour, atteste du caractère saint-simonien des lieux.



Au cimetière, où nous sommes rendus en pèlerinage, les pierres tombales de la famille d'Arlès-Dufour entourent celle du fondateur conduit en ces lieux en 1872 par une foule de 3000 personnes.

C'est grâce à l'amabilité de M. Tranchard, adjoint au maire d'Oullins et de M<sup>me</sup> Mascarello, conseillère municipale, que cette visite à Oullins a pu avoir lieu et nous les en remercions vivement.



Des canuts au soyeux Arlès-Dufour, nous avons fermé la boucle avec une dernière étape à la brasserie Georges, incontournable étape des rassemblements lyonnais.



## Les débuts de l'économie sociale à Lyon

— 6 décembre 1831 : le journal *Le Précurseur* propose de créer des sociétés « en nom collectif » et « en commandite » entre des capitalistes, la Ville et l'État : sans suite ;  
— novembre 1832 : le journal *L'Écho de la Fabrique* préconise une « Maison centrale de fabrique d'étoffes de soie » : sans suite également ;  
— mai 1833 : création par Desloges de la « Société commerciale de travail », qui réunit des tailleurs d'habits : cette coopérative de production fonctionne effectivement ;  
— février 1835 : le saint-simonien Derrion fonde le Commerce véridique et social : après de bons débuts, cette coopérative d'achat et de vente — une épicerie — est étouffée par le préfet Gasparin, qui la soupçonne d'être idéologiquement liée à l'insurrection de 1834.

(D'après Jean Gaumont, *Le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, Paris, s. d.)

## Les instructions d'Enfantin à « l'Église de Lyon »

En juillet 1831, Enfantin, qui partage alors la direction avec Bazard, écrit à François et Peiffer, dirigeants de l'implantation lyonnaise, une sorte de lettre apostolique destinée à circuler entre les adeptes. Il leur reproche notamment de faire trop de « théologie » et les incite à « faire de l'histoire et de la politique autrement » en abordant des sujets plus actuels : « destruction des privilèges de naissance, progrès de l'association [...], affranchissement progressif de l'industrie, constitution de la propriété aux différentes époques, destruction de l'hérédité, organisation des banques ». Il leur recommande en outre d'« éveiller les sympathies » dans le peuple et parmi les femmes.

(*Lettre du Père Enfantin à François et à Peiffer, chefs de l'Église de Lyon*, brochure de 1831.)

## Revue des prises de position du *Globe* et les brochures.

Dans la révolte des canuts, les saint-simoniens voient un « éclatant symbole de la situation industrielle ». Ils s'expriment publiquement sur le sujet dans leur journal quotidien, *Le Globe*, ainsi que dans des brochures diffusées gratuitement, qui réunissent des extraits de ce journal et de leur correspondance.

Le 31 octobre 1830, notamment, *Le Globe* se demande si la négociation menée sous la contrainte du préfet n'a pas abouti à « sacrifier les intérêts des fabricants à la sécurité publique » : l'augmentation des salaires, la diminution des bénéfices des manufacturiers, ne vont-elles pas entraîner la fermeture d'un certain nombre de métiers et une plus grande misère pour les ouvriers ?

La crise des soieries serait imputable à l'écart entre les taxations en France et à l'étranger, notamment en Suisse. Or les taxes profitent principalement à ceux qui tirent leurs revenus de l'État par le système des rentes. Le problème se situerait donc au double niveau des rapports entre « travailleurs » (=ouvriers + fabricants) d'une part, et « oisifs » (=rentiers) d'autre part, ainsi que de la concurrence entre pays producteurs.

Dans l'immédiat, les saint-simoniens préconisent de réduire les taxes indirectes sur la consommation (afin de compenser la baisse de revenus subie par les canuts) et de voter « une loi d'expropriation pour cause d'intérêt public » (afin de réaliser des routes, des canaux, des chemins de fer, tous travaux qui stimuleraient l'activité économique et procureraient des emplois). À l'avenir, selon eux, la seule solution « durable » consisterait à remplacer le « système » d'« exploitation » par celui de « l'association » entre tous les producteurs (des ouvriers aux fabricants) et entre les pays industriels.

Les saint-simoniens réclament une « organisation du travail qui mette fin à la lutte meurtrière que se livrent les maîtres sous le nom de concurrence, et qui les oblige entre eux à la dissimulation et à la fraude, et envers les ouvriers à l'insensibilité, à des actes d'exploitation ».

Le 30 novembre, ils estiment que « les événements de Lyon [...] ont changé le sens du mot *politique* ; ils l'ont élargi. Les intérêts du travail sont décidément entrés dans le cercle *politique* et vont s'y étendre de plus en plus. Les journaux ministériels ont déclaré que la base de la politique du cabinet, c'était l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. C'est une révolution ».

Pendant l'insurrection, François et Peiffer découvrent et admirent « l'énergie » des ouvriers. Tous deux médecins, ils soignent les blessés à l'Hôtel-Dieu.

*Le Globe* refuse de considérer l'insurrection comme « un crime ». Mais il invite les quatre représentants lyonnais du saint-simonisme, Peiffer, François, Corréard et Derrion, à s'abstenir eux-mêmes de toute participation aux violences et à tenir un langage de paix tant aux prolétaires qu'à la bourgeoisie. Ce qu'ils font.

(D'après *Événements de Lyon*, brochure de 1831 tirée à 1500 exemplaires.)

## La seconde mission saint-simonienne à Lyon, dite du « prolétariat », en 1833.

Les réunions publiques tenues à Lyon par Jean Reynaud et par Pierre Leroux à la veille des événements de 1831 ont laissé une trace dans la mémoire lyonnaise dans la mesure où elles ont été associées aux facteurs de l'insurrection. On connaît peut-être moins la mission de 1833, lancée un an plus tard, presque jour pour jour. Elle mobilisa davantage de militants, ainsi que des femmes, mais fut en effet plus discrète, étant dans une certaine mesure à usage interne, destinée par Enfantin à endurcir les apprentis-apôtres par « le baptême du salaire ».

Un appel l'expliqua en ces termes :

...« Nous irons travailler, nous irons vivre chaque jour du travail de nos mains; nous gagnerons notre salaire dans cette laborieuse cité où il n'y a pas une pierre, pas une cheville, pas un clou qui ne soit posé dans un désir de travail et de production.

Nous quitterons Paris, la ville de la consommation et du luxe, la ville des plaisirs, des beaux-arts et des fêtes; nous laisserons Paris à la femme; la Mère nous y rappellera. Il faut un autre air à nos poitrines mâles, un autre vent à nos faces de travailleurs; nous irons chercher l'air qu'on respire et le vent qui souffle au plus grand foyer de production et d'économie dont s'enorgueillisse le continent européen. [...] Nous irons vers cette cité qui s'est mis une ceinture de *chemins de fer* et qui porte ainsi autour de ses reins le symbole de notre politique [...] Allons vers Lyon, le géant des travailleurs; il nous donnera le baptême du SALAIRE, et nous épancherons notre calme sur sa tête qui fermente. » Etc.

(« À Lyon! », brochure datée du 23 novembre 1833)

Malgré l'embauche de plusieurs hommes sur des chantiers extérieurs, c'est en fait principalement la question de l'affranchissement des femmes qui fut agitée, et la mission prépara surtout le départ pour l'Orient.



## Actualités diverses



### Félicitations

Le jury du VI<sup>e</sup> Prix d'histoire consulaire a décidé de récompenser cette année, dans la catégorie « thèses de doctorat », le travail de Jacques Canton-Debat sur Arlès-Dufour, homme d'affaires lyonnais, 1797-1872. La remise du prix a eu lieu à Bordeaux le jeudi 20 juin, à l'occasion du congrès national des anciens présidents de CCI et CRICI, dans le cadre d'un colloque réunissant les membres correspondants de la Commission d'histoire consulaire. Nos vives félicitations au lauréat.



### Journée d'études

Une troisième journée d'études sur Charles Renouvier a eu lieu ce mois de mars à l'université de Montpellier 3, sous la responsabilité d'Annie Petit ([annie.petit@univ-montp3.fr](mailto:annie.petit@univ-montp3.fr)). Philosophe néo-kantien et républicain d'assez grand renom, Charles Renouvier, frère cadet de Jules Renouvier, a, comme lui, été initialement marqué par le saint-simonisme.



### Iconothèque

L'iconothèque du saint-simonisme comprend à présent environ 600 images, toutes désormais numérisées et dûment cataloguées. Plusieurs dizaines étaient parfaitement inconnues. Leur versement dans une base de données (en cours de construction) et la rédaction de commentaires sont les prochaines étapes en vue de la publication.

Les recherches en vue de rassembler la documentation musicale ont d'autre part débuté.



### Annnonce

Sur décision du conseil d'administration, les nouveaux adhérents, à partir de janvier 2002, recevront les deux derniers numéros de la *Lettre* (prière de se signaler en cas d'oubli). Il sera désormais possible d'acquérir des numéros anciens à raison de 2 euros, port compris: n° 1 (réponses à un questionnaire aux adhérents); n° 2 (projet de dictionnaire biographique); n° 3 (le chantier du cédérom); n° 4 (Gustave d'Eichthal); n° 5 (actualité de la biographie); n° 6 (visite du Père-Lachaise); n° 7 (thèse sur Arlès-Dufour); n° 8 (le système de la Méditerranée); n° 9 (thèse sur Henri Fournel).



### Adhésion

Depuis le début de l'année, la Société a reçu 6 adhésions, 10 depuis l'an passé. Nous souhaitons très cordialement la bienvenue à ces nouveaux membres.



## Publications

Michel Aussel, *Nantes sous la monarchie de Juillet. 1830-1848: du mouvement mutualiste aux doctrines utopiques*, Nantes, Ouest Éditions, mars 2002, 252 p. Important chapitre sur le saint-simonisme nantais.



Édition et présentation par Michel Levallois d'Ismaïl Urbain, *L'Algérie française. Indigènes et Immigrants*, Paris, Séguier, collection « Les Colonnes d'Hercule », mars 2002, 127 p. Après la réédition en 2000 chez le même éditeur de *L'Algérie pour les Algériens*, c'est donc la seconde grande brochure d'Urbain, parue sous l'anonymat en 1862, qui se trouve ainsi redonnée à la lecture (et éclairée par une préface substantielle).



Sous la direction de Philippe Régnier, *Études saint-simoniennes*, Presses universitaires de Lyon, collection « Littérature et idéologies », janvier 2002, 387 p. Contributions, entre autres, de membres de la Société (Marie-Laure Aurenche, Sandrine Lemaire, Anne Levallois, Sarga Moussa, Bärbel Plötner, Michèle Riot-Sarcey).

## Les saint-simoniens et l'Algérie

Journée d'études du 25 janvier 2003

Proposée par la  
Société des amis d'Ismaïl Urbain et d'études saint-simoniennes,  
Bibliothèque de l'Arsenal (BnF),  
1, rue de Sully, 75004 Paris

### OUVERTURE

INTÉRÊT ET ACTUALITÉ DU TRAVAIL SUR LA MÉMOIRE COLONIALE ET EN PARTICULIER SUR LE MOUVEMENT ARABOPHILE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.

### PREMIÈRE PARTIE

#### L'ALGÉRIE OU LA DÉCOUVERTE D'UN AUTRE ORIENT

**Choix de thèmes possibles :** le romantisme et l'orientalisme, des *Orientales* au *Secret du bonheur* de Feydeau, de L'Égypte de Méhémet Ali et des saint-simoniens à la régence d'Alger de la conquête.

**Travaux récents :** Franck Laurent, *Victor Hugo face à la conquête de l'Algérie*, Maisonneuve et Larose 2001. Sarga Moussa, *Géographie des Orientales*, Maisonneuve et Larose 2001.

#### COLONISATION ET/OU CIVILISATION: PROPAGANDE COLONIALE OU ENJEU POLITIQUE ?

**Choix de thèmes possibles :** Le Père Enfantin et les arabophiles, la « question algérienne » dans la presse et la littérature.

**Travaux récents :** Daniel Rivet, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette 2002.

J. -P. Ould Aoudia, *Un élu dans la guerre d'Algérie*, Tirésias, 2001. Mohammed Harbi, *Une vie debout*, La découverte, 2001.

### DEUXIÈME PARTIE

#### DU « ROYAUME ARABE » À L'ALGÉRIE FRANÇAISE: LES AVATARS DE L'ALGÉRIE FRANCO-MUSULMANE

**Choix de thèmes possibles :** la politique méditerranéenne de Napoléon III, le rôle d'Abd el Kader sous le Second Empire, « l'Algérie française » d'Ismaïl Urbain et des arabophiles.

**Travaux récents :** Michel Levallois, *Ismaïl Urbain, une autre conquête de l'Algérie*, Maisonneuve et Larose 2001. La réédition chez Séguier de *L'Algérie pour les Algériens* et de *L'Algérie française* d'Ismaïl Urbain, 2001 et 2002. Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie*, La Découverte, 2001. Jacques Frémeaux, *De la conquête à la guerre d'Algérie*, *Économica*, à paraître.

#### LES COUPLES MIXTES: DES ILLUSIONS DE LA « FUSION » À LA RÉALITÉ DES « MARIAGES ARABES »

**Choix de thèmes possibles :** les représentations de la femme orientale, le harem colonial, les amours coloniales, du double point de vue de l'Algérienne et du Français.

**Travaux récents :** Alain Ruscio, *Amours coloniales*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1996. Mireille Calle-Grubert, *Assia Djebbar*, Maisonneuve et Larose, 2001. Martine Muller, *Couscous pommes frites*, Ramsay, 1987.

Contact : Michel Levallois, bibliothèque de l'Arsenal (BnF), 1 rue de Sully, 75004 Paris. Tél. : 01 44 93 87 45, mèl : mlevallois@wanadoo.fr

